

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Grenoble, le 9 mai 2022

Journée de l'Europe : la citoyenneté mise à l'honneur

Présidence française du Conseil de l'Union européenne

Du 1^{er} janvier au 30 juin 2022, la France préside le Conseil de l'Union européenne (UE). Le programme de la présidence française a été défini autour de trois ambitions : une Europe plus souveraine ; un nouveau modèle européen de croissance ; une Europe humaine. <https://presidence-francaise.consilium.europa.eu>

Solidarité européenne

Crise sanitaire

La mise à disposition de vaccins sûrs et efficaces contre la COVID-19 est le meilleur moyen de surmonter la pandémie. La Commission et les États membres ont adopté une approche européenne commune pour garantir l'approvisionnement et faciliter la distribution des vaccins. En concluant des contrats d'achat anticipé avec différents fabricants de vaccins, la Commission a obtenu le droit d'acheter un certain nombre de doses dans un délai et à un prix donnés. En contrepartie, la Commission a financé une partie des coûts initiaux grâce à l'instrument d'aide d'urgence doté de 2,7 milliards d'euros. Ce financement était considéré comme un acompte sur les vaccins que les États membres achètent.

Contexte international

Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février, la Commission a mobilisé tous les efforts pour soutenir les civils fuyant la guerre et aider les États membres à les accueillir et à les prendre en charge. En particulier, elle a introduit la possibilité de mobiliser de manière flexible les ressources disponibles de la politique de cohésion. Dans le contexte international, l'unité européenne a montré son efficacité face aux événements en Ukraine, avec l'application rapide de sanctions envers le pouvoir russe et ses oligarques. Le conseil de l'Union Européenne a également décidé d'actionner pour la première fois le dispositif exceptionnel de protection temporaire pour les déplacés ukrainiens.

L'Europe en Isère : quelques exemples

Erasmus+

En 2022, le programme Erasmus+ fête ses 35 ans, ouvrant l'année européenne de la Jeunesse. Depuis 1987, Erasmus+ a bénéficié à 12 millions de citoyens européens. Chaque année, 100 000 personnes partent en Erasmus+ à partir de la France. En Isère, ce sont 630 étudiants qui ont bénéficié du programme d'échange Erasmus+, programme emblématique de la construction européenne, associant 330 partenaires européens pour le seul département. Ces échanges internationaux, à tous les niveaux de formation

jusqu'au doctorat (74 conventions de cotutelle doctorales en Isère), sont emblématiques de la construction européenne.

Financements européens

L'Europe est présente au travers des financements ; l'enveloppe État du Fonds Social Européen depuis 2014 est développée dans quatre directions.

1- Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs, soutenir les mobilités et développer l'entrepreneuriat. Il s'agit principalement d'opérations portées par les missions locales du territoire Isérois et visant donc l'insertion professionnelle des jeunes les plus éloignés de l'emploi (549 K€) mais aussi un appui aux structures de l'Économie Sociale et Solidaire du territoire isérois, dans le cadre de l'accompagnement du dispositif local d'accompagnement (DLA) (montant FSE : 675 128€).

2- Anticiper les mutations et sécuriser les parcours professionnels à travers les dispositifs d'aide aux Ressources humaines Mode d'Emplois (montant FSE : 199 612€) portés par le réseau du MEDEF.

3- Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion notamment par le financement européen du Plan Local Insertion Emploi (PLIE) du bassin grenoblois que porte Grenoble Alpes Métropole (14 M€).

4- Lutter contre les conséquences sociales de la crise sanitaire et anticiper la reprise. Face au Covid, le plus grand plan de relance de l'histoire européenne pour soutenir les États membres a été mis en place sur la base de l'initiative franco-allemande, notamment pour financer les transitions écologiques et numérique des États membres. La transition écologique est bien un projet européen par excellence. Comment imaginer une baisse de nos émissions de gaz à effets de serre hors d'un contexte partenarial avec nos voisins ? Dans le cadre de chaque plan national, au moins 37 % des fonds financent la transition écologique et au moins 20 % la transformation numérique (50% et 25 % dans le plan de relance français). 40 % du plan de relance de la France est financé par l'Union européenne à hauteur de 41 milliards d'euros.

Intervention de Laurent Prévost, préfet de l'Isère

« Depuis janvier, la France préside l'Union Européenne ; cette année, la Journée de l'Europe a donc une résonance particulière. Tous les États membres de l'Union européenne célèbrent cette date, choisie en référence à la déclaration de Robert Schuman, et considérée comme l'acte fondateur de l'Union européenne et devenue l'un des symboles européens. Venir à Vizille au lycée Les Portes de l'Oisans, qui forme au sein d'une section européenne de jeunes citoyens, reflète la volonté de mettre à l'honneur ceux qui poursuivront l'oeuvre de paix et de solidarité entre les peuples. Bâtir l'Europe de demain, ce n'est pas obtenir seulement une subvention, mais c'est construire des relations, ouvrir le marché de l'emploi, développer des solidarités, réaliser des actions concertées et coordonnées dans le cadre de valeurs communes de liberté et de démocratie qui sont le socle de la construction européenne. »

Légende photo

A l'occasion de la Journée de l'Europe, le Préfet de l'Isère Laurent Prévost est allé à la rencontre de lycéens et d'étudiants de la section européenne du lycée Les Portes-de-l'Oisans à Vizille.

Contact presse

Bureau de la Communication Interministérielle

pref-communication@isere.gouv.fr

 @Prefet38  prefet38  Prefet38

12, place de Verdun
38000 Grenoble

Annexe

Financements européens

1 - Programmes européens 2014 – 2020 sous autorité de gestion de l'État

- FEDER POIA : Fonds européen de développement régional - Programme Opérationnel Interrégional du Massif Alpin, outil de développement destiné à l'ensemble du Massif Alpin situé sur la Région Auvergne Rhône-Alpes et la Région sud Provence-Alpes-Côte d'Azur. 29 opérations bénéficient directement aux montagnes iséroises pour 4,3 M€ de financement FEDER POIA et un total de dépenses de 14,8 M€. L'Isère est ainsi le 3^e des 9 départements bénéficiaires le mieux doté du programme 2014-2020.
- FEADER : Fonds européen agricole pour le développement rural. 4 156 dossiers isérois ont été programmés au titre de 2015-2020, pour un montant total d'aides FEADER de 45 523 929 €, en complément des aides nationales accordées d'un montant de 68 392 057 €.
- FSE : Fonds social européen, fonds structurel de l'Union européenne. Sa vocation principale est de contribuer à améliorer les perspectives professionnelles de l'ensemble des citoyens européens, en particulier ceux en situation de précarité ou d'exclusion. Un montant de 22 936 900 € a été programmé au bénéfice du département de l'Isère au titre du FSE 2015-2020.

2 - Plan France Relance

Le plan NextGenerationEU s'élève à 806,9 milliards d'euros. Ce plan inclut la Facilité pour la Reprise et la Résilience (FRR) qui s'élève à 723,8 milliards d'euros.

https://ec.europa.eu/info/strategy/recovery-plan-europe_fr

Le plan France Relance de 100 milliards d'euros est constitué d'une partie financée par l'État et d'une partie financée à hauteur de 41 milliards d'euros par l'Union européenne, intitulée le Plan National de Relance et de Résilience (PNRR) inclus dans la FRR.

Les ordres de grandeur des financements en Isère par l'Union européenne du PNRR :

- Rénovation énergétique : 120 millions d'euros ;
- Écologie et biodiversité : 40 millions d'euros ;
- Infrastructures et mobilités vertes : 140 millions d'euros ;
- Énergies et technologies vertes : 100 millions d'euros ;
- Financement des entreprises : 10 millions d'euros ;
- Souveraineté technologique et résilience : 60 millions d'euros ;
- Mise à niveau numérique de l'État, des territoires et des entreprises - Culture : 40 millions d'euros ;
- Sauvegarde de l'emploi, jeunes, handicap, formation professionnelle : 150 millions d'euros ;
- Recherche, Ségur de la santé et dépendance, cohésion territoriale : 150 millions d'euros.

<https://www.economie.gouv.fr/plan-national-de-relance-et-de-resilience-pnrr>

https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=76326F03-443F-4B0E-9C33-BB5CA147E1F7&filename=PNRR%20-%20Synth%C3%A8se%20%28FR%29.pdf